

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007 CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 31/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCORI**

CD2E La Peyrade  
34110 Frontignan

Références : UD34/H2/2024-036  
Code AIOT : 0006601013

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement SCORI implanté CD2E La Peyrade 34110 Frontignan. L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCORI
- CD2E La Peyrade 34110 Frontignan
- Code AIOT : 0006601013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site SCORI de Frontignan traite des déchets dangereux et les transforme en combustibles de

substitution aux énergies fossiles pour les fours de cimenterie et en effluents également utilisés dans les fours de cimenterie.

Le site est classé SEVESO seuil haut, en raison de la quantité stockée de substances dangereuses pour les organismes aquatiques.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression
- NATECH
- REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.5.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.8.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
9	Obligation légale de débroussaillage	Autre du 12/07/2023, article L. 134-6 du code forestier	Demande d'action corrective	1 mois
13	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification	Arrêté Ministériel du 01/08/2021, article R.181-46	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Formation et entraînement des intervenants	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.7.4	/	Sans objet
6	Moyens	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'alerte et de communication	du 30/12/2011, article 8.7.3		
10	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	/	Sans objet
11	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
12	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le débroussaillage doit être réalisé sur une profondeur de 100 mètres à partir des installations. Le Plan d'Opération Interne de plus de 3 ans doit être actualisé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/08/2021, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rupture de traçabilité des déchets
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 22 mars 2024 la société SCORI justifie de l'impossibilité de réaliser la traçabilité de ses déchets compte tenu que les activités de transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux et non dangereux réalisées nécessitent leur mélange pour élaborer du combustible de substitution valorisé en cimenterie. L'ensemble des déchets sortants sont caractérisés dangereux.</p> <p>En application de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 [fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement], la société SCORI est autorisée à ne pas se conformer aux obligations de traçabilité entre les déchets entrant au traitement et les déchets sortants. Les saisies des registres des déchets entrants et sortants restent impératifs, mais sans nécessité de lien entre les déchets de ces deux registres. L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement des installations sera actualisé en ce sens lors d'une prochaine mise à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont équipés d'une détection d'incendie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bâtiment de préparation du Combustible de Substitution Solide (bassin SCHMIDT); y est asservi un réseau d'extinction automatique,</li> <li>• le bâtiment de stockage des déchets solides et pulvérulents.</li> </ul> <p>Toute élévation anormale de température ou début de combustion au sein des équipements de traitement des effluents atmosphériques du bassin SCHMIDT, doit pouvoir être rapidement détectée (sonde de température, mesure de CO, ..) et entraîner automatiquement la mise en sécurité des installations (extinction, inertage, isolement, ..).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 2 bâtiments sont équipés de détecteurs incendie.</p> <p>Les rapports de vérification des détecteurs du bâtiment SCHMIDT et du bâtiment de réception des déchets non liquides, réalisés par la société AFI et datés du 19 avril 2024, concluent à l'efficacité de la détection incendie. Les batteries des alimentations électriques de sécurité sont à remplacer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre en compte les observations des rapports de contrôle, notamment en remplaçant les batteries des alimentations électriques de secours.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un réseau d'eau incendie maillé, bouclé et protégé contre le gel et alimenté par le réseau public d'alimentation en eau potable; ce réseau comprend au moins 4 prises d'eau munies de raccords normalisés de 100 mm et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;</li> <li>b) une réserve incendie d'un volume de 400 m3 pour l'alimentation en secours du réseau incendie;</li> <li>c) des réserves en émulseur classe I de capacité totale minimum de 8000 litres dont 4500 à proximité du bassin Schmidt ;</li> <li>d) des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>e) des robinets d'incendie armés ;</li> <li>f) des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;</li> <li>g) de matériaux absorbants.</li> </ul> <p>L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de contrôle de la société AFI faisant suite à la visite du 15 avril 2024 conclut à la conformité des moyens de détection incendie avec des observations à lever (cf. fiche de constat précédente). L'essai des boîtes à mousse du bâtiment SCHMIDT réalisé le même jour est également satisfaisant.</p> <p>La réserve de sable à proximité du bâtiment SCHMIDT était à un niveau faible. Une nouvelle visite sur site le 22 mai 2024 a permis de constater qu'elle a été rechargée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Justifier des dispositions prises pour assurer le maintien du niveau de sable dans la réserve située à proximité du bâtiment SCHMIDT.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Formation et entraînement des intervenants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation et entraînement des intervenants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le personnel d'exploitation et d'intervention doit être initié et entraîné au port et au maniement de ces matériels.  L'exploitant doit fixer par consigne : - la composition des équipes d'intervention et leur rôle ; - la fréquence des exercices ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le bilan du système de gestion de la sécurité pour l'année 2023 qui mentionne la réalisation de formation du personnel aux risques incendie (20 personnes formées équipier de 1ère intervention et 12 personnes formées au niveau 2 dont aux ARI) et de 4 exercices POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'Opération Interne sera établi et mis en place en liaison avec les services d'incendie et de secours. Ce plan sera mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  La dernière version du POI, numérotée 7, date de novembre 2019, soit plus de 3 ans. L'exploitant indique que sa révision est planifiée en 2024.  Dans cette révision, le POI devra intégrer, en application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, les dispositions permettant d'assurer la disponibilité des équipements et des personnels nécessaires à la bonne réalisation des premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident et les moyens relatifs au nettoyage et à la remise en état du site en cas d'accident.  Pour ce faire, la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important (exigible par les mêmes dispositions réglementaires) devra être produite en amont de cette réflexion. Elle sera ensuite insérée dans le prochain réexamen de l'EDD attendu au plus tard pour le 19/08/2025.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre son POI mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Moyens d'alerte et de communication**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 8.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de communication
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des postes permettant de donner l'alerte doivent être répartis de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse pas 100 mètres.  En outre, le système de détection automatique d'incendie installé dans le bâtiment de stockage des déchets pulvérulents conditionnés doit déclencher une alarme en local ainsi qu'une alarme téléphonique permettant d'alerter l'exploitant du déclenchement de la détection.
<b>Constats :</b>  Une présence permanente est assurée sur site : par le personnel en heures ouvrées, par le gardien de 17h à 20 h et le week-end. L'ensemble des employés sont équipés de talkie-walkie avec une fréquence interne dédiée. Les différentes alarmes sont remontées sur la gestion centralisée accessible dans le bâtiment abritant les bureaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de</li> </ul>



<p>secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie est à intégrer dans la mise à jour du POI.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le POI doit être mis à jour pour intégrer les éléments prescrits dans le plan de défense incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : Maitrise des sinistres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des sinistres</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes</p>

<p>rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI est testé régulièrement en heures ouvrées. Les exercices n'ont jamais été réalisés hors heures ouvrées.</p> <p>Le POI ne mentionne pas les personnes habilitées à conduire la chargeuse permettant de mettre en œuvre le sable destiné à étouffer un incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le POI doit être complété avec la liste des personnes habilitées à conduire la chargeuse permettant de mettre en œuvre le sable destiné à étouffer un incendie.</p> <p>Le prochain exercice POI doit être réalisé hors heures ouvrées, sans avertissement préalable du gardien et des personnels d'astreinte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Obligation légale de débroussaillage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 12/07/2023, article L. 134-6 du code forestier</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Obligation légale de débroussaillage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé s'applique, pour les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, dans chacune des situations suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>8° Aux abords des installations mentionnées à l'article L. 515-32 du code de l'environnement, sur une profondeur de 100 mètres à compter des limites de propriété de l'établissement ; le représentant de l'Etat dans le département peut augmenter cette profondeur, sans toutefois qu'elle excède 200 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le site est en zone d'obligation légale de débroussaillage.</p> <p>Le débroussaillage a été réalisé sur une dizaine de mètres de part et d'autre de la clôture du site.</p> <p>Le débroussaillage n'est pas réalisé sur 100 m autour des installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le débroussaillage doit être réalisé sur 100 m autour des installations classées ICPE (pas le périmètre de la clôture du site), sans préjudice des dispositions relatives à l'insertion paysagère. L'appui du SDIS pourra être sollicité utilement à cette fin.</p> <p>Plus d'informations sur les modalités du débroussaillage sont disponibles en ligne : <a href="https://www.onf.fr/vivre-la-foret/+/1525::foire-aux-questions-faq-les-obligations-legales-de-debroussaillage-old.html">https://www.onf.fr/vivre-la-foret/+/1525::foire-aux-questions-faq-les-obligations-legales-de-debroussaillage-old.html</a></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 10 : Etiquetage des produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage l'étiquetage des conteneurs IBC d'hydroxyde de calcium (1000 litres). Ces 3 cuves sont pourvues d'une étiquette avec pictogramme de danger, mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Fiche de données de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les</p>

<p>préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des produits utilisés et des données de leur Fiche de Données de Sécurité (FDS).</p> <p>Le contrôle par sondage de la FDS de l'hydroxyde de calcium "Neutralac SLS45" utilisé pour tamponner le pH des déchets liquides montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-qu'elle est en français, accessible en version informatique à jour, version et numéro des pages indiquées (8 pages, mise à jour du 23 avril 2024) ;</li> <li>-sous le format de l'annexe II de REACH (16 rubriques), notamment a été vérifié sur la FDS, à la rubrique 2.2 que les éléments d'étiquetage sont corrects, en cohérence avec la classification de la substance ou du mélange indiquée à la rubrique 2.1.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Equipements sous pression

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son logiciel de GMAO "Maximo" qui lui permet de suivre les 3 ESP recensés sur le site.</p> <p>La dernière inspection annuelle a été réalisée par la société AIRTECH le 20 avril 2023.</p> <p>Le certificat de conformité du dernier équipement renouvelé a été présenté : il s'agit de la cuve associée au compresseur principal, d'une capacité de 491 litres et d'une pression de service de 11 bars.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique la première campagne d'analyse a été réalisée en avril 2024 sur les eaux pluviales en contact avec les aires du site. Les résultats sont attendus dans les prochains jours. L'exploitant précise ne pas effectuer de rejet au milieu naturel, les eaux collectées étant évaporées.</p> <p>Les déchets liquides sont éliminés en cimenterie. La note d'application de l'arrêté ministériel, version de février 2024 précise que les rejets indirects au milieu naturel sont concernés par la recherche de PFAS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les 3 campagnes d'analyse doivent être réalisées impérativement pour les rejets d'effluents direct et indirect au milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>